

*Les crédits*

n'est pas prêt à leur dire quelle aide financière il leur fournira en temps opportun.

La semaine dernière, j'ai rencontré des membres du syndicat du blé de la Saskatchewan qui ont expliqué leur malaise et leurs grandes préoccupations parce que le gouvernement ne leur dit pas si oui ou non, il leur viendra en aide. Le soir précédant ma rencontre avec eux, le premier ministre de la Saskatchewan s'est adressé à toute la population de la province à la télévision pour implorer le gouvernement fédéral de lui fournir de l'aide financière. Dans ce contexte, le discours du ministre d'État chargé des céréales est une plaisanterie. On ne penserait jamais que le premier ministre conservateur de la province irait implorer le gouvernement dans un discours télédiffusé à toute la province. Le plus triste, c'est qu'il ne l'a pas fait parce qu'il n'a pas réussi à rencontrer le premier ministre, le ministre de l'Agriculture ou le ministre d'État chargé des céréales. Non, la rencontre a effectivement eu lieu, mais elle n'a rien donné parce qu'ils lui ont refusé l'aide qu'il leur demandait.

• (1550)

J'estime que nous nous penchons davantage sur les programmes de développement régional du pays. Étant donné les terribles compressions dont la région de l'Atlantique a été victime il y a un an, on peut se représenter dans cette région la même situation critique qui caractérise l'agriculture dans les Prairies, ainsi que le type de problèmes qui se posent dans tout le pays dans le secteur des transports.

Je veux m'arrêter davantage sur le nord de l'Ontario. J'espère que le ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme répondra à mes observations. Je crois que le programme FEDNOR et les petits incitatifs dont il a parlé avec un tel enthousiasme aujourd'hui, même s'il s'agit d'un effort modeste par rapport à l'ensemble du programme de développement économique dans le pays, sont extrêmement utiles aux petites localités.

Ce que tout le monde se demande, c'est s'il s'agit d'un programme de subventions ou de prêts. Le ministre d'État aux Céréales, qui est également responsable du Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest, a déclaré que dans l'ouest du pays, on accordait surtout des prêts en vertu de ce programme. Dans le cas de FEDNOR, il s'agit généralement de subventions. C'est une question que se pose tout le monde, à cause du budget, et le ministre n'y a pas répondu cet après-midi. Est-ce parce que dans le budget on précise qu'à quelques exceptions près, il devrait devenir un programme de prêts? Il ne sera

tout simplement pas efficace à ce titre, étant donné le genre de petits projets en cause dans le nord de l'Ontario.

Le ministre se fait déjà dénigrer au sujet du programme de la Société de développement du nord de l'Ontario. Il s'agit d'un programme de prêts. Lorsque Léo Bernier et le comité consultatif responsable de FEDNOR se sont rencontrés, afin d'élaborer le système de subventions au titre de ce programme, ils ont déclaré que le problème dans le nord de l'Ontario résidait dans l'insuffisance des capitaux propres des intéressés. Les prêts ne servent à rien, quand les intéressés n'ont tout simplement pas assez de capitaux propres pour garantir des prêts. Il est donc inutile de lancer un autre programme de prêts.

J'espère que M. Bernier exercera de fortes pressions auprès du ministre d'État chargé des petites entreprises et du tourisme, qu'il invoquera les mêmes arguments que ceux qui ont été invoqués lors de l'établissement du programme FEDNOR, à savoir que notre problème vient du manque de capitaux. Pour ce qui est de ces projets relativement petits, selon des critères commerciaux, il est essentiel de rétablir le programme de subventions, au moins dans le cadre de l'Initiative fédérale du développement du Nord de l'Ontario, la FEDNOR, ou de clarifier la situation sur le maintien de ce programme en tant que programme de subventions puisque que ce sont les capitaux qui manquent.

Je ne rappellerai jamais assez au gouvernement l'importance que ce programme revêt pour des localités comme Elliot Lake qui a littéralement perdu des centaines de milliers d'emplois. Mais ce phénomène ne se limite pas à Elliot Lake. D'autres régions sont touchées. À Timiskaming, dont le ministre a parlé, les mines Kerr Addison ont annoncé leur fermeture en juin 1989, une perte de 360 emplois, sans compter la perte de 120 emplois dans une autre mine d'argent à Cobalt, de 350 emplois à la mine Adams de Kirkland Lake, et de 350 également dans une mine de Temagami. Trois mines procéderont à des mises à pied massives à Elliot Lake. On envisage 1 600 mises à pied aux mines Quirke et Panel au cours de 12 ou 14 prochains mois et 450 autres aux mines Denison, ce qui représente en tout près de 50 p. 100 des effectifs miniers. Nous avons donc absolument besoin de l'intervention d'un organisme de coordination fédéral. J'espérais que la FEDNOR fournirait cet organisme chargé de coordonner l'intervention fédérale.

Notre ministre de l'Emploi et de l'Immigration prétend que son ministère interviendra dans le cadre du Programme d'aide à l'adaptation industrielle. La question de l'adaptation est certes importante pour les travailleurs individuellement, pour la communauté et ainsi de suite, mais l'aide en question porte surtout sur les rap-